

MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 94 — 412

[S — 27051]

14 OCTOBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux délégations de pouvoirs communes au Ministère de la Région wallonne et au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 69;
 Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat, tel qu'il a été modifié ultérieurement;
 Vu l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, tel qu'il a été modifié ultérieurement;
 Vu l'arrêté royal du 13 novembre 1967 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat, notamment l'article 2;
 Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, tel qu'il a été modifié ultérieurement;
 Vu l'avis de l'Inspection des Finances;
 Vu l'accord du Ministre qui a le Budget dans ses attributions;
 Vu l'accord du Ministre qui a l'Administration dans ses attributions;
 Vu le procès-verbal de la réunion du Comité supérieur de Concertation de la Région wallonne du 24 septembre 1993;
 Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 18 juin 1989 et 4 juillet 1989;
 Vu l'urgence;
 Considérant que l'arrêté du 7 juillet 1988 relatif aux délégations en matière de personnel est inadapté à la structure administrative actuelle des Services du Gouvernement wallon;
 Considérant qu'il s'impose d'octroyer, sans retard, les délégations de pouvoirs que requiert le bon fonctionnement du service public;
 Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,

Arrête :

Article 1er. Les délégations de pouvoirs sont octroyées aux membres du personnel statutaire du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, affectés sur les emplois du cadre du personnel de ces ministères.

Les délégations octroyées au titulaire d'une fonction le sont également au fonctionnaire chargé de cette fonction.

Art. 2. Délégation est accordée à chaque secrétaire général pour prendre, à l'égard des directeurs généraux et directeur de station relevant de son autorité, les décisions relatives à la matière des congés annuels de vacances, des congés exceptionnels et de circonstances et des missions autres que les missions à l'étranger.

Art. 3. § 1er. Délégation est accordée, pour prendre les décisions relatives à la matière des congés annuels de vacances, des congés exceptionnels et de circonstances et des missions autres que les missions à l'étranger :

1° à chaque secrétaire général ou directeur général à l'égard des inspecteurs généraux et directeurs des services extérieurs relevant de son autorité;

2° à chaque inspecteur général à l'égard des directeurs relevant de son autorité;

3° à chaque directeur à l'égard du personnel affecté au sein de sa direction.

Délégation est, en outre, accordée pour prendre les décisions relatives aux matières mentionnées à l'alinéa 1er :

1° au directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement à l'égard du directeur de la Direction de la Politique générale;

2° au directeur de station du Centre scientifique de Gembloux à l'égard du personnel du Centre.

§ 2. Chaque directeur général informe le secrétaire général des décisions à prendre en vertu du § 1er à l'égard des fonctionnaires titulaires d'un grade de rang 15.

Art. 4. Délégation est accordée à chaque secrétaire général pour octroyer au personnel relevant de son autorité des dispenses de service nécessitées par des circonstances de force majeure.

Art. 5. Délégation est accordée à chaque secrétaire général pour prendre les décisions relatives à :

1° l'octroi des congés parentaux et des congés pour suivre les cours de l'école de protection civile, remplir les prestations en temps de paix, accueillir un enfant en vue de son adoption ou d'une tutelle officieuse;

2° la matière des accidents de travail et des maladies professionnelles;

3° l'admission au stage et la nomination à titre définitif des agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4;

4° l'affectation des agents;

5° la fixation de la résidence administrative des membres du personnel;

6° l'interruption de carrière professionnelle;

7° la matière des congés pour des motifs impérieux d'ordre familial, pour permettre l'accomplissement d'un stage ou d'une période d'essai dans un service public ou la présentation d'une candidature aux élections législatives ou provinciales, pour accomplir des prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes, pour prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité, mise à la disposition du Roi, mission, mission syndicale, absence de longue durée justifiée par des raisons familiales, prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle, pour suivre des cours en vue de parfaire la formation intellectuelle, morale ou sociale dans le cadre d'un congé de promotion sociale.

Art. 6. Délégation est accordée à chaque secrétaire général pour désigner, dans le cadre des affaires examinées par la Chambre de recours départementale, le fonctionnaire chargé de défendre la proposition contestée.

Art. 7. Délégation est accordée à chaque secrétaire général pour prononcer la mise en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité ainsi que la mise en disponibilité pour convenance personnelle.

Art. 8. Délégation est accordée à chaque secrétaire général pour signer, en exécution des décisions du Gouvernement ou du Ministre délégué à cette fin, les contrats de travail du personnel non statutaire.

Art. 9. Délégation est accordée à chaque secrétaire général pour prendre, en application de l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail, les décisions en matière de licenciement, pour motif grave, du personnel non statutaire.

Art. 10. Délégation est accordée à chaque secrétaire général pour prendre les décisions relatives à la fixation et au paiement du traitement des membres du personnel, en ce compris l'avancement de traitement et l'allocation pour exercice de fonctions supérieures ainsi que le paiement de prestations à titre exceptionnel.

Art. 11. Délégation est accordée à chaque secrétaire général pour recevoir les prestations de serment des agents des niveaux 2+, 2, 3, et 4.

Art. 12. Délégation est accordée à l'inspecteur général de la Division du personnel de chaque ministère pour prendre les décisions relatives à la matière des congés de maladie ou infirmité hormis les suites à donner aux décisions d'incapacité physique prises par le Service de Santé administratif.

Art. 13. § 1er. Les délégations dont chaque secrétaire général est investi en vertu des articles 4 à 11 du présent arrêté sont attribuées, pendant la durée de son absence ou de son empêchement, à l'inspecteur général de la Division du personnel de chaque ministère, ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier à l'inspecteur général de la Division du Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne ou à l'inspecteur général de la Division des Affaires générales du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

§ 2. La délégation dont l'inspecteur général de la Division du personnel de chaque ministère est investi en vertu de l'article 12 du présent arrêté est attribuée, pendant la durée de son absence ou de son empêchement, à l'inspecteur général de la Division du Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne ou à l'inspecteur général de la Division des Affaires générales du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports. En cas d'absence ou d'empêchement de ces fonctionnaires, la délégation prévue à l'article 12 du présent arrêté est accordée à l'inspecteur général de la Division de la Fonction publique du Ministère de la Région wallonne ou à l'inspecteur général de la Division des Recettes et de la Comptabilité du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

Art. 14. Les supérieurs hiérarchiques d'un fonctionnaire délégué peuvent, pour quelque cause que ce soit, exercer les délégations octroyées à celui-ci par le présent arrêté. Ils ne peuvent toutefois substituer leur décision à celle qui aurait été prise et notifiée par le fonctionnaire délégué.

Art. 15. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 juillet 1988 relatif aux délégations en matière de personnel, est abrogé.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1994.

Art. 17. Le Ministre qui a l'Administration dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 octobre 1993.

Le Président du Gouvernement
chargé de l'Économie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux,
de l'Administration et des Travaux subsidiés,
G. MATHOT

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 94 — 412

[S — 27051]

14. OKTOBER 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung über die gemeinsamen Vollmachtserteilungen des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 69;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. Oktober 1937 zur Festlegung des Statuts der Staatsbediensteten, so wie er nachträglich abgeändert worden ist;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. Juni 1964 über gewisse Urlaubsarten, die Bediensteten der Staatsverwaltungen gewährt werden, und über Abwesenheiten aus persönlichen Gründen, so wie er nachträglich abgeändert worden ist;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 13. November 1967 über den Stand der Zurdispositionstellung der Staatsbediensteten, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 1973 zur Festlegung des Besoldungsstatuts des Personals der Ministerien, so wie er nachträglich abgeändert worden ist;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört;

Aufgrund des Protokolls der Versammlung des Hohen Konzertierungsausschusses der Wallonischen Region vom 24. September 1993;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 18. Juni 1989 und vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß der Erlaß vom 7. Juli 1988 über die Vollmachten in Sachen Personal dem jetzigen Verwaltungsaufbau der Dienststellen der Wallonischen Regierung nicht angepaßt ist;

In der Erwägung, daß die Vollmachtserteilungen, die die reibungslose Arbeit des öffentlichen Dienstes erfordern, unverzüglich erfolgen müssen;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezuschußten Arbeiten,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Art. 1. Die Vollmachtserteilungen ergehen an die Mitglieder des ständigen Personals des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, die in die Planstellen dieser Ministerien eingewiesen sind.

Die Vollmachten, die dem Inhaber einer Funktion erteilt werden, werden auch dem Beamten erteilt, der mit dieser Funktion betraut ist.

Art. 2. Jedem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, in bezug auf die Generaldirektoren und den Stationsdirektor, die ihm unterstehen, die Beschlüsse bezüglich des Jahresurlaubs, des außergewöhnlichen Urlaubs und des umstandsbedingten Urlaubs und bezüglich der anderen Dienstreisen als derjenigen ins Ausland zu fassen.

Art. 3. § 1. Die Vollmacht, die Beschlüsse bezüglich des Jahresurlaubs, des außergewöhnlichen Urlaubs und des umstandsbedingten Urlaubs und bezüglich der anderen Dienstreisen als derjenigen ins Ausland zu fassen, ergeht:

1° an jeden Generalsekretär bzw. Generaldirektor, was die Generalinspektoren und Direktoren der Außendienste betrifft, die ihm unterstehen;

2° an jeden Generalinspektor, was die Direktoren betrifft, die ihm unterstehen;

3° an jeden Direktor, was das Personal seiner Direktion betrifft.

Ferner ergeht die Vollmacht, die Beschlüsse bezüglich der in Absatz 1 erwähnten Angelegenheiten zu fassen:

1° an den Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens, was den Direktor der Direktion der Allgemeinen Politik betrifft;

2° an den Stationsdirektor des Wissenschaftlichen Zentrums von Gembloux, was das Personal des Zentrums betrifft.

§ 2. Jeder Generaldirektor informiert den Generalsekretär über die Beschlüsse, die aufgrund von § 1 für die Beamten zu fassen sind, die einen Dienstgrad des Ranges 15 besitzen.

Art. 4. Jedem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, dem ihm unterstehenden Personal die wegen Umstände höherer Gewalt erforderlichen Dienstbefreiungen zu gewähren.

Art. 5. Jedem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, die Beschlüsse zu fassen in bezug auf:

1° die Gewährung des Elternurlaubs und eines Urlaubs zur Teilnahme an den Kursen der Zivilschutzschule, zur Erfüllung des Militärdienstes in Friedenszeiten, zur Aufnahme eines Kindes im Hinblick auf seine Adoption oder eine inoffizielle Vormundschaft;

2° Arbeitsunfälle und Berufskrankheiten;

3° die Zulassung zur Probezeit und die definitive Ernennung der Bediensteten der Stufen 2+, 2, 3 und 4;

4° den Dienstposten der Bediensteten;

5° die Bestimmung des Amtssitzes der Personalmitglieder;

6° die Unterbrechung der beruflichen Laufbahn;

7° den Urlaub aus zwingenden familiären Gründen, einen Urlaub zur Leistung eines Praktikums bzw. einer Probezeit in einem öffentlichen Dienst oder zur Einreichung einer Kandidatur für die Parlaments- oder Provinzialwahlen, zur Leistung von Diensten zugunsten der durch die nationalen, gemeinschaftlichen oder regionalen gesetzgebenden Versammlungen anerkannten Fraktionen bzw. zugunsten der Vorsitzenden dieser Fraktionen, wegen reduzierter Leistungen bei einer Krankheit oder einer Behinderung, wegen einer Zurverfügungstellung an den König, einer Dienstreise, eines gewerkschaftlichen Auftrags, wegen einer langwierigen Abwesenheit aus familiären Gründen, wegen reduzierter Leistungen aus sozialen oder familiären oder aus persönlichen Gründen, zur Teilnahme an Kursen im Hinblick auf die Vervollkommnung der intellektuellen, moralischen oder sozialen Bildung im Rahmen eines Urlaubs zum sozialen Aufstieg.

Art. 6. Jedem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, im Rahmen der von der ministeriellen Berufungskammer untersuchten Angelegenheiten den Beamten zu bestimmen, der beauftragt ist, den angefochtenen Vorschlag zu verteidigen.

Art. 7. Jedem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, die Zurdispositionstellung wegen Krankheit oder Behinderung, die nicht zu einer endgültigen Dienstuntauglichkeit führt, aber Abwesenheiten verursacht, deren Dauer über diejenige des Krankheits- bzw. Behinderungsurlaubs hinausgeht, oder eine Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen auszusprechen.

Art. 8. Jedem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, die Arbeitsverträge des Personals, das nicht zum ständigen Personal gehört, in Ausführung der Beschlüsse der Regierung bzw. des zu diesem Zweck beauftragten Ministers zu unterzeichnen.

Art. 9. Jedem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, die Beschlüsse bezüglich der auf einem schwerwiegenden Grund beruhenden Entlassung des nicht zum ständigen Personal gehörenden Personals in Anwendung von Artikel 35 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge zu fassen.

Art. 10. Jedem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, die Beschlüsse bezüglich der Festlegung und der Zahlung des Gehalts der Personalmitglieder einschließlich des Aufsteigens im Gehalt und der Zulage für die Ausübung höherer Funktionen sowie der Zahlung von ausnahmsweisen Leistungen zu fassen.

Art. 11. Jedem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, die Eidesleistungen der Bediensteten der Stufen 2+, 2, 3 und 4 entgegenzunehmen.

Art. 12. Dem Generalinspektor der Personalabteilung jedes Ministeriums wird die Vollmacht erteilt, die Beschlüsse bezüglich des Krankheits- bzw. Behinderungsurlaubs zu fassen mit Ausnahme der Weiterbehandlung der durch den Verwaltungsgesundheitsdienst gefaßten Beschlüsse zur körperlichen Untauglichkeit.

Art. 13. § 1. Die Vollmachten, mit denen jeder Generalsekretär aufgrund der Artikel 4 bis 11 des vorliegenden Erlasses versehen ist, ergehen während der Dauer seiner Abwesenheit oder seiner Verhinderung an den Generalinspektor der Personalabteilung jedes Ministeriums oder, wenn dieser abwesend oder verhindert ist, an den Generalinspektor der Abteilung des Generalsekretariats des Ministeriums der Wallonischen Region bzw. an den Generalinspektor der Abteilung Allgemeine Angelegenheiten des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen.

§ 2. Die Vollmacht, mit der der Generalinspektor der Personalabteilung jedes Ministeriums aufgrund von Artikel 12 des vorliegenden Erlasses versehen ist, ergeht während der Dauer seiner Abwesenheit oder seiner Verhinderung an den Generalinspektor der Abteilung des Generalsekretariats des Ministeriums der Wallonischen Region bzw. an den Generalinspektor der Abteilung Allgemeine Angelegenheiten des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen. Wenn diese Beamten abwesend oder verhindert sind, ergeht die in Artikel 12 des vorliegenden Erlasses vorgesehene Vollmacht an den Generalinspektor der Abteilung Öffentlicher Dienst des Ministeriums der Wallonischen Region oder an den Generalinspektor der Abteilung Einnahmen und Buchführung des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen.

Art. 14. Die Vorgesetzten eines bevollmächtigten Beamten können aus irgendeinem Grund die Vollmachten ausüben, die letzterem durch vorliegenden Erlaß erteilt werden. Sie dürfen den vom bevollmächtigten Beamten gefaßten und mitgeteilten Beschluß jedoch nicht durch den ihrigen ersetzen.

Art. 15. Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Juli 1988 über die Vollmachten in Sachen Personal wird aufgehoben.

Art. 16. Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1994 in Kraft.

Art. 17. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Oktober 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEELS

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezuschußten Arbeiten,

G. MATHOT

VERTALING

WAALS MINISTERIE VOOR UITRUSTING EN VERVOER

N. 94 — 412

[S — 27051]

14 OKTOBER 1993. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de delegaties van bevoegdheden gemeen aan het Ministerie van het Waalse Gewest en aan het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 69;
Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, zoals later gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, zoals later gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 november 1967 betreffende de stand beschikbaarheid van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, zoals later gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden de Begroting behoort;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden de Administratie behoort;

Gelet op het verslag van de vergadering van het Hoog Overlegcomité van het Waalse Gewest van 24 september 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het besluit van 7 juli 1988 betreffende de opdrachten inzake personeel niet aangepast is aan de huidige administratieve structuur van de Diensten van de Waalse Regering;

Overwegende dat het geboden is de bevoegheidsdelegaties onverwijld toe te kennen voor een goede werking van de openbare dienst,

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Angelegenheden, belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,

Besluit :

Artikel 1. De bevoegheidsdelegaties worden toegekend aan de leden van het statutair personeel van het Ministerie van het Waalse Gewest en van het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer, aangesteld op betrekkingen van de personeelsformatie van genoemd ministerie.

De delegaties toegekend aan de titularis van een functie worden ook toegekend aan de ambtenaar belast met deze functie.

Art. 2. Delegatie is toegekend aan iedere secretaris-generaal ten aanzien van de directeurs-generaal en directeurs van stations, die onder zijn gezag staan, om beslissingen te nemen inzake jaarlijks vacantieverlof, uitzonderlijk verlof en verlof wegens persoonlijke aangelegenheden en andere opdrachten dan opdrachten in het buitenland.

Art. 3. § 1. Delegatie is toegekend om beslissingen te nemen inzake jaarlijks vakantieverlof, uitzonderlijk verlof en verlof wegens persoonlijke aangelegenheden en andere opdrachten dan opdrachten in het buitenland:

1° aan iedere secretaris-generaal of directeur-generaal ten aanzien van de inspecteurs-generaal en directeurs van de buitendiensten, die onder hun gezag staan;

2° aan iedere inspecteur-generaal ten aanzien van de directeurs, die onder zijn gezag staan;

3° aan iedere directeur ten aanzien van het personeel aangesteld bij zijn directie.

Delegatie wordt bovendien toegekend voor beslissingen inzake de in het eerste lid vermelde aangelegenheden aan:

1° de directeur-generaal van de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting ten aanzien van de directeur van de Directie Algemeen Beleid;

2° aan de directeur van het station van de « Centre scientifique de Gembloux » voor het personeel van het Centrum.

§ 2. Iedere directeur-generaal licht de secretaris-generaal in over de krachtens § 1 te nemen beslissingen voor de ambtenaren titularis van een graad van rang 15.

Art. 4. Delegatie is toegekend aan iedere secretaris-generaal om dienstvrijstellingen wegens omstandigheden van overmacht aan het personeel dat onder zijn gezag staat toe te kennen.

Art. 5. Delegatie is toegekend aan iedere secretaris-generaal om beslissingen te nemen betreffende:

1° de toekenning van ouderschapsverlof en verlof om de lessen te volgen van de school van de burgerlijke bescherming, om prestaties in vredetijd te vervullen, om een kind op te vangen met het oog op zijn adoptie of op een officieuze pleegvoogdij;

2° de aangelegenheden van arbeidsongevallen en beroepsziekten;

3° de toelating tot de proeftijd en de benoeming in vast verband van de ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4;

4° de aanwijzing van de agenten;

5° de vaststelling van de verblijfplaats van de personeelsleden;

6° de onderbreking van de loopbaan;

7° de aangelegenheid van verloven wegens dringende motieven van familiale aard, om een stage of een proefperiode te laten vervullen in een openbare dienst of om het stellen van een kandidatuur voor de parlementaire of provincieverkiezingen toe te laten, om prestaties te verrichten ten behoeve van in het federale, communautaire of regionale parlement erkende politieke groepen of ten behoeve van de voorzitters van deze groepen, voor verminderde prestaties wegens ziekte of gebrekkigheid, voor terbeschikkingstelling van de Koning, opdracht, vakbondsopdracht, afwezigheid van lange duur gewettigd door familiale redenen, verminderde prestaties gewettigd door sociale, familiale redenen of voor persoonlijke aangelegenheid, om lessen te volgen ten einde de intellectuele, morele en sociale vorming te vervolmaken in het kader van een verlof van sociale promotie.

Art. 6. Delegatie is toegekend aan iedere secretaris-generaal om, in het kader van door de Departementale Kamer van Beroep onderzochte onderwerpen, de ambtenaar aan te wijzen die belast zal zijn met de verdediging van het betwiste voorstel.

Art. 7. Delegatie is toegekend aan iedere secretaris-generaal om de in beschikbaarstelling wegens ziekte of gebrekkigheid uit te spreken, die geen gevolg heeft voor de definitieve dienstongeschiktheid, maar afwezigheden als gevolg heeft waarvan de duur langer is dan het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid, alsook de in beschikbaarstelling wegens persoonlijke redenen.

Art. 8. Delegatie is toegekend aan iedere secretaris-generaal om de arbeidsovereenkomsten van het niet-statutair personeel te tekennen bij toepassing van de beslissingen van de Regering of van de daartoe gemachtigde Minister.

Art. 9. Delegatie is toegekend aan iedere secretaris-generaal om beslissingen te nemen inzake ontslag van het niet-statutair personeel, wegens ernstige reden, bij toepassing van artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Art. 10. Delegatie is toegekend aan iedere secretaris-generaal om beslissingen te nemen betreffende de vaststelling en de betaling van de wedde van de personeelsleden, met inbegrip van de weddevoorschotten en de toelage voor het waarnemen van hogere functies alsook de betaling van prestaties bij wijze van uitzondering.

Art. 11. Delegatie is toegekend aan iedere secretaris-generaal om de eed af te nemen van de ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4.

Art. 12. Delegatie is toegekend aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Personeel van elk ministerie om beslissingen te nemen betreffende de aangelegenheid van ziekte- en gebrekkigheidsverlof, uitgezonderd de te geven gevolgen aan de beslissingen van fysieke onbekwaamheid genomen door de Administratieve Gezondheidsdienst.

Art. 13. § 1. De delegatie toegekend aan iedere secretaris-generaal overeenkomstig artikelen 4 tot 11 van dit besluit wordt tijdens de duur van zijn afwezigheid of verhindering, toegekend aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Personeel van elk ministerie, of indien hij afwezig of verhinderd is, aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest of aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Algemene Zaken van het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer.

§ 2. De delegatie toegekend aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Personeel van elk ministerie overeenkomstig artikel 12 van dit besluit wordt tijdens de duur van zijn afwezigheid of verhindering, toegekend aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest of aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Algemene Zaken van het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer. Indien deze ambtenaren afwezig of verhinderd zijn, wordt de in artikel 12 voorziene delegatie toegekend aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Openbaar Ambt van het Ministerie van het Waalse Gewest of aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Ontvangsten en Boekhouding van het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer.

Art. 14. De hiërarchische meerderen van een gemachtigde ambtenaar kunnen, voor welke reden dan ook, de aan deze ambtenaar krachtens dit besluit toegekende delegaties waarnemen. Zij kunnen echter niet hun beslissing doen gelden in de plaats van die die door de gemachtigde ambtenaar genomen en betekend zou zijn.

Art. 15. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 juli 1988 betreffende de opdrachten inzake personeel is opgeheven.

Art. 16. Dit besluit wordt van kracht op 1 januari 1994.

Art. 17. De Minister tot wiens bevoegdheden de Administratie behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 oktober 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,
G. MATHOT

F. 94 — 413

[C — 27050]

**14 OCTOBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports**

Le Gouvernement wallon,

- Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 69;
 - Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, modifiée par la loi du 21 mars 1991;
 - Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifiée par les lois du 4 août 1978, du 2 juillet 1981, du 12 avril 1983 et du 6 juillet 1989, notamment l'article 2, § 3;
 - Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;
 - Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi de subventions;
 - Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par les arrêtés royaux des 28 mai 1979, 4 février 1980, 20 août 1981, 30 mars 1983, 19 août 1985 et 19 mars 1990;
 - Vu l'arrêté royal du 13 décembre 1977 relatif aux délégations de pouvoir en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par l'arrêté royal du 20 août 1981;
 - Vu l'avis de l'Inspection des Finances;
 - Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions;
 - Vu l'accord du Ministre qui a l'administration dans ses attributions;
 - Vu le procès-verbal de la réunion du Comité supérieur de Concertation de la Région wallonne du 24 septembre 1993;
 - Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;
 - Vu l'urgence;
- Considérant qu'il s'impose d'octroyer, sans retard, les délégations de pouvoirs que requiert le bon fonctionnement du service public,

Arrête :

TITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Les délégations de pouvoirs sont octroyées aux membres du personnel statutaire du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, affectés sur les emplois du cadre du personnel dudit Ministère.

Les délégations octroyées au titulaire d'une fonction le sont également au fonctionnaire chargé de cette fonction.

Art. 2. § 1er. En cas d'absence ou d'empêchement d'un fonctionnaire délégué, les délégations dont il est investi sont, à défaut de dispositions contraires, accordées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au fonctionnaire de la Direction générale, de la Division ou de la Direction concernée, possédant la plus grande ancienneté de grade dans le grade de rang immédiatement inférieur mais de rang 13 au moins.

§ 2. Par dérogation à l'alinéa 1er, en cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, les délégations dont il est investi en vertu du présent arrêté sont, à défaut de dispositions contraires, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au directeur général possédant la plus grande ancienneté de grade.

§ 3. Dans les directions territoriales du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, le fonctionnaire investi de délégation doit être titulaire d'un grade de rang 10 au moins.

Art. 3. Les supérieurs hiérarchiques d'un fonctionnaire délégué peuvent, pour quelque cause que ce soit, exercer les délégations octroyées à celui-ci par le présent arrêté. Ils ne peuvent toutefois substituer leur décision à celle prise et notifiée par le fonctionnaire délégué.